

**ARRÊTÉ DCPAT 2025 – n° 165 de mise en demeure**  
**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Société EPC FRANCE,**  
**située à Chantepie - Saint-Crespin-sur-Moine commune déléguée de Sèvremoine (49450)**  
**Installation d'un dépôt de produits explosifs**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,**  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, et L.514-5 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;
- Vu** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-P-751 du 14 décembre 1984 autorisant la société NITRO BICKFORD à exploiter un dépôt d'explosifs à Saint Crespin sur Moine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DIDD-2012 n°45 du 17 février 2012 relatif au changement d'exploitant et aux garanties financières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu** l'acte de cautionnement envoyé par EPC France le 11 juin 2024 à la préfecture du Maine et Loire ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 4 décembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 15 octobre 2024 , les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté les faits suivants :

- Le dernier audit du système de gestion de la sécurité du site date du 27 avril 2022 et l'exploitant n'a pas pu justifier de la mise en œuvre des procédures en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité depuis cette date .

L'audit sécurité du 27 avril 2022 indiquait déjà : « Attention aux détonateurs périmés depuis 1 ou 2 ans qui doivent être détruits, car ils présentent un risque s'ils sont utilisés. » alors que ces mêmes détonateurs périmés sont toujours présents sur le site lors de la visite d'inspection du 15 octobre 2024, sans qu'aucune mesure ne soit prise pour leur conservation ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 ;

**Considérant** que le montant notifié sur l'acte de cautionnement envoyé par EPC France le 11/06/24 à la préfecture du Maine et Loire concernant l'actualisation du montant des garanties financières du site EPC France de Saint Crespin sur Moine ne correspond pas et est inférieur au montant calculé selon les règles reconnues ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n°DIDD-2012 n°45 du 17 février 2012 susvisé qui dispose :

« L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

\* tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;

\* sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à quinze pour cent de l'indice TPOI1, et ce dans les six mois qui suivent ces variations. » ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société *EPC France* de respecter les prescriptions dispositions du point 7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n°DIDD-2012 n°45 du 17 février 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Maine et Loire.

### **ARRÊTE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La société EPC France, exploitant d'un dépôt de produits explosifs sur la commune de Saint Crespin sur Moine, est mise en demeure, **sous un délai de 1 mois**, de respecter les dispositions du point 7 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 en mettant en œuvre des procédures en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité et transmet les justificatifs **sous un délai de 3 mois**.

**Art. 2** - La société EPC France, exploitant d'un dépôt de produits explosifs sur la commune de Saint Crespin sur Moine, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2012, en transmettant **sous un délai de 1 mois** l'actualisation du montant des garanties financières ainsi que la justification de sa constitution.

**Art. 3** - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans des délais de 1 et 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 et 2.

**Art. 4** - Dans le cas où l'une ou plusieurs des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait (seraient) pas satisfaite (s) dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Art.5** - En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Art. 6** - Le présent arrêté est notifié à la société **EPC France** par lettre recommandée avec accusé de réception et publié au recueil des actes administratifs du département.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Maine et Loire, le Maire de la commune de Saint Crespin sur Moine, et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le - 3 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Emmanuel LE ROY

